



ÉDITION SPÉCIALE JUST N°1

LA TRANSITION A MAUVAISE MINE

INTERVIEW p.3

Moises Barón,
Syndicat des travailleurs
de l'industrie pétrolière
en Colombie

FOCUS INTERNATIONAL p.4

La course inégale aux minerais
de la transition énergétique

BRÈVES p.6

Conférence internationale
sur la mutualité -
Violence et terreur
en Cisjordanie



SOLSOC est une organisation non gouvernementale agréée par la coopération belge (DGD) pour mettre en œuvre des programmes de développement

durable dans les pays partenaires. Elle est aussi l'organisation de solidarité internationale de l'Action commune socialiste qui constitue son ancrage historique et social. En partenariat avec différentes composantes de celle-ci, elle soutient des actions dans 8 pays en Amérique latine, en Afrique et au Proche-Orient. Notre objectif commun est de permettre aux populations de vivre plus dignement et d'accéder à leurs droits socio-économiques et politiques. En Belgique, Solsoc interpelle les décideur·euse·s belges et européen·ne·s afin de relayer les revendications de ses partenaires. Un travail d'information et de mobilisation du public est également mené avec d'autres organisations progressistes qui partagent ses valeurs de démocratie, de solidarité et de justice sociale.

Directrice: Veronique WEMAERE – **Présidente:** Estelle CEULEMANS

Vice-présidentes: Martini HAGIEFSTRATIOU, Gwenaëlle GROVONIUS

Secrétaire/trésorière: Gabriëlle JOTTRAND

Administrateur·rice·s: Alex ARNOLDY, Malik BEN ACHOUR, Tanguy CORNU, Caroline HUT, Pau JAMMAR, Grégoire KABASELE, Rafaël LAMAS, Florence LEPOIVRE, Arnaud LEVEQUE, Lara MANFREDI, Francis MARLIER, Julien POT, Ahmed RYADI, Frédéric THOMAS, Noémie VAN ERPS, Pascale VIELLE.

Imprimerie: Nuance 4 s.a. www.nuance4.be

Adresse de l'expéditeur: Rue Coenraets, 68 – 1060 Bruxelles

N°27 octobre – novembre – décembre 2024



RECYCLE
Fabriqué à partir de
matériaux recyclés
FSC® C008551



Solsoc est membre de l'association Récolte de fonds Ethique (RE-EF) et adhère à son code éthique. Vous avez ainsi une garantie supplémentaire que nous utilisons les dons que vous nous faites avec rigueur et précaution. Vous avez un droit à l'information.



Rue Coenraets, 68 -
1060 Bruxelles
Tel: +32 (0)2 505 40 70
Email: info@solsoc.be
CCP : BE42 0000 0000 5454

[facebook.com/SolsocASBL](https://www.facebook.com/SolsocASBL)
twitter.com/Solsoc

Solsoc respecte les obligations légales telles que stipulées dans le Règlement Général sur la Protection des Données.

► **É D I T O**

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE, UN DÉFI GLOBAL POUR UN AVENIR DURABLE

Partout dans le monde, les effets du changement climatique se font violemment sentir: canicules, inondations, ouragans, sécheresses, montée des eaux. Les conséquences de ces événements climatiques extrêmes et les dégradations environnementales causées par notre mode de production et de consommation ne sont plus à démontrer. Il est temps de changer de cap! Mais assurer une transition vers une économie décarbonée comporte à la fois des opportunités et des défis profonds. Il est important que cette transition ne soit pas seulement verte, mais aussi socialement juste. C'est tout le sens de la campagne JUST qu'ont récemment lancé FOS, IFSI et Solsoc.

En matière énergétique, les enjeux sont énormes. Les énergies fossiles polluantes et non renouvelables doivent être reléguées dans le passé, mais en parallèle, les métaux, essentiels à la transition énergétique et numérique sont devenus des enjeux stratégiques majeurs, souvent sources de déstabilisation, et de violation des droits humains. L'escalade des violences à l'est de la République Démocratique du Congo (RDC), les ambitions territoriales de Donald Trump concernant le Groenland, ou encore les défis liés à la recherche d'une paix durable en Colombie, ont tous pour toile de fond l'enjeu crucial des ressources naturelles.

Les partenaires de Solsoc s'engagent activement pour promouvoir un modèle alternatif, fondé sur la solidarité et le dialogue social. À travers la campagne JUST, nous mettons en lumière ce travail essentiel. Car nous sommes convaincus qu'un futur durable commence par un monde juste.

Estelle Ceulemans, Présidente

*Moises Barón
(3^{ème} en partant
de la gauche)
avec des camarades
de la USO*



© Ioanna Gimnopolou/Solsoc 2024

► I N T E R V I E W

MOISES BARÓN CÁRDENAS, UNION SYNDICALE OUVRIÈRE DE L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE (COLOMBIE)

La transition ne peut pas être réduite à un simple changement de sources d'énergie. Elle doit inclure les travailleuses et les travailleurs, car ce sont eux qui subiront les conséquences sociales et économiques de ces mutations.

Moises Barón

Moises Barón est technicien dans la plus grande raffinerie de pétrole de Colombie, à Barrancabermeja. Il est aussi avocat et membre du syndicat des travailleurs de l'industrie pétrolière (USO), partenaire de la Centrale Générale FGTB et d'IFSI.

Quels sont les principaux problèmes environnementaux causés par l'industrie pétrolière à Barrancabermeja ?

Le cadre réglementaire de l'État est trop laxiste, ce qui permet à l'entreprise d'opérer avec peu de contrôle. Cela a entraîné une pollution significative des cours d'eau, comme en attestent plusieurs études. L'air est également contaminé par des particules fines. Un rapport du Programme de Développement et de Paix du Magdalena Medio a aussi révélé une dégradation des sols, due aux pluies acides générées par les émissions de soufre issues de la raffinerie.

Quelles actions ont été menées par les travailleur·euse·s face à cette pollution ?

Le syndicat a constamment revendiqué de meilleures conditions environnementales et sanitaires. Nous avons demandé des mesures pour limiter la dispersion de particules néfastes et la pollution de l'air.

Une étude sur la santé des travailleur·euse·s de la raffinerie, impliquant l'Organisation Panaméricaine de la Santé et des experts cubains, a confirmé une exposition aux substances cancérigènes et un taux élevé de cancers et de malformations congénitales. Nous avons réclamé l'intégration de tests de détection précoce dans les bilans de santé des travailleur·euse·s, mais Ecopetrol a refusé, prétextant la protection de sa sécurité juridique et économique.

Nous nous sommes aussi mobilisé·e·s contre un projet de fracking [ou fracturation hydraulique, technique utilisée pour extraire du pétrole et du gaz emprisonnés dans des roches profondes sous terre, qui peut polluer l'eau, causer des tremblements de terre et aggraver le changement climatique]. Nous nous sommes associé·e·s à des leaders environnementales·aux et communautaires. Nous avons organisé des formations et des actions de sensibilisation sur les dangers du fracking, en expliquant son impact sur l'eau, les terres agricoles et la santé. Parallèlement, nous avons mené des manifestations, des blocages et avons intenté des actions juridiques. Cela a mené à la suspension du projet.

Pourquoi est-il essentiel d'impliquer les travailleur·euse·s dans la transition énergétique ?

La transition ne peut pas être réduite à un simple changement de sources d'énergie. Elle doit inclure les travailleuses et les travailleurs, car ce sont eux et elles qui subiront les conséquences sociales et économiques de ces mutations. Nous devons planifier la reconversion des emplois et assurer des alternatives économiques aux territoires impactés par la fin de l'extraction fossile.

Actuellement, nous observons une captation des énergies renouvelables par le capitalisme, qui cherche à en conserver le monopole. Les minerais critiques pour la transition, comme le lithium et le cobalt, font peser une nouvelle menace extractiviste sur nos territoires. Nous devons donc nous battre pour une transition énergétique démocratique et juste, qui respecte les travailleur·euse·s et les communautés locales.



LA COURSE INÉGALE AUX MINÉRAIS DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Face à l'urgence climatique, la transition vers les énergies renouvelables entraîne une explosion de la demande pour les minerais dits « stratégiques ». Mais au-delà de cette course aux ressources, une réalité qui devient difficile à ignorer : l'exploitation de ces minerais provoque une déforestation, la contamination des sols et des eaux, des conditions de travail précaires et exacerbe l'insécurité. Le paradoxe est troublant : la lutte contre le réchauffement climatique risque de provoquer de nouvelles destructions écologiques et sociales.

CONCENTRATION DES RESSOURCES, CONSÉQUENCES DRAMATIQUES

Pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, l'Union européenne devra considérablement augmenter ses importations : 35 fois plus de lithium (soit 800 000 tonnes par an), 26 fois plus de terres rares et plus de 3 fois la quantité actuelle de cobalt, selon une étude de l'Université KU Leuven. Cette dépendance croissante constitue un défi majeur, celui de garantir un approvisionnement stable.

La production des minerais essentiels à la transition énergétique est concentrée dans quelques pays, notamment en Afrique. La République démocratique du Congo (RDC), premier producteur mondial de cobalt, détient 73 % de la production mondiale, mais la richesse minière ne profite pas à sa population. À Kolwezi, des mineurs artisanaux, travaillant dans des conditions proches de l'esclavage, contribuent à une grande partie de la production de cobalt, tandis que les multinationales réalisent des profits colossaux.

Ce modèle extractiviste génère des inégalités profondes avec des conséquences graves : pollution, destruction des écosystèmes et violations des droits humains. Cette dynamique se retrouve aussi en Asie et en Amérique latine. Partout, l'exploitation intensive des ressources naturelles mène à l'accaparement des richesses par des élites locales et des entreprises multinationales.

DES RÉGULATIONS MONDIALES NÉCESSAIRES

Les réglementations internationales actuelles ne suffisent pas à protéger efficacement les travailleur·euse·s, les communautés et les écosystèmes des abus des entreprises. Les principes directeurs de l'OCDE demeurent non contraignants, le règlement européen de 2017 sur les



minerais de conflit ne couvre qu'un nombre restreint de minerais et d'entreprises, laissant de nombreux secteurs dépourvus de toute régulation. En parallèle, la Directive sur le devoir de vigilance des entreprises de 2024 constitue un progrès, mais comporte encore des lacunes majeures et risque d'être prochainement vidée de sa substance.

L'Union européenne, très dépendante des importations de minerais, a adopté le Critical Raw Materials Act pour sécuriser ses approvisionnements d'ici 2030. Ce plan repose sur la diversification des partenariats internationaux, la réouverture de mines en Europe, et l'investissement dans le recyclage et les substituts. Toutefois, l'absence de référence à des principes fondamentaux tels que le consentement libre, préalable et éclairé, expose les communautés locales à des violations et à la destruction de leurs écosystèmes. Un accord signé avec le Rwanda en février 2024, dans le cadre de la stratégie Global Gateway, illustre cette dérive liée à la course aux matières premières. En s'associant à un pays accusé par des expert·e·s de l'ONU de soutenir un groupe armé pillant les ressources de la RDC, l'UE trahit ses engagements et contribue à la déstabilisation régionale.

Face à ces limites, un traité international contraignant est indispensable. Il imposerait des obligations légales aux entreprises pour prévenir les violations des droits humains et les destructions environnementales, tout en offrant des recours pour les victimes.



Mine ©Ley Uwera/Solsoc

A travers son plaidoyer, ATRAM milite pour un site d'exploitation légal et des salaires décents. D'autres initiatives, comme la coopérative Mwangaza, aident les femmes et les jeunes à sortir de l'exploitation minière en développant des activités agricoles et artisanales. Bien que la RD Congo dispose d'un potentiel agricole immense, avec plus de 800 000 km² de terres fertiles inexploitées, le pays reste largement dépendant du secteur minier, qui représente 30% de ses recettes publiques.

En Colombie, dans la sous-région du Bajo Cauca, l'exploitation aurifère dans la rivière Nechí impacte sévèrement l'environnement et les communautés locales. Le mercure, encore utilisé par l'exploitation minière illégale contamine les écosystèmes aquatiques. Les rares poissons que les pêcheurs et les pêcheuses trouvent encore sont toxiques pour leur santé. Aux côtés de notre partenaire, l'IPC, nous soutenons la Red Pluriétnica, un réseau de plus de 130 organisations locales qui lutte pour la défense de l'intégrité du fleuve, l'accès à l'eau et aux terres face à l'expansion des multinationales et des groupes armés.

Ces actions et combats incarnent une vision alternative du développement, respectueuse des droits des peuples et de la nature.

VERS UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE JUSTE

La transition énergétique ne sera véritablement réussie que si elle repose sur une répartition équitable des richesses et le respect des droits des populations locales. Les initiatives en RDC et en Colombie, mises en lumière à travers la campagne JUST, montrent qu'un autre modèle de développement est possible.

Il est urgent de renverser la logique capitaliste prédatrice. Seule une transformation profonde du système permettra d'assurer que la transition énergétique ne reproduise pas les injustices du passé, mais permette de construire un futur durable.

AGIR SANS ATTENDRE

Chez Solsoc, nous défendons une transition énergétique juste et durable, qui ne repose ni sur l'exploitation des communautés locales ni sur la destruction des écosystèmes.

En RD Congo, nous accompagnons ATRAM, un réseau de plus de 1.000 mineurs artisanaux engagés dans la défense des droits des travailleurs et travailleuses et l'amélioration de leurs conditions de travail.



Appui à l'association Mwangaza ©Ley Uwera/Solsoc



Appui aux pêcheurs Rio Nechí ©Ioanna Gimnopoulou/Solsoc

LES MUTUELLES DE SANTÉ COMMUNAUTAIRES, UN MAILLON ESSENTIEL POUR LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DE L'ÉCONOMIE INFORMELLE

Dans de nombreux pays, notamment en Afrique, les travailleur·euse·s de l'économie informelle constituent la très grande majorité de la population. Difficile alors de passer par un système habituel de sécurité sociale pour avoir accès, notamment, à des soins de santé.



@Fabrice Mbonankira/Solsoc

Des mutuelles de santé communautaires ont alors émergé au sein des sociétés civiles de ces pays et jouent aujourd'hui un rôle essentiel dans l'amélioration de la santé de milliers de personnes.

Pourtant, la place que ces mutuelles revendiquent dans les systèmes nationaux de protection sociale est souvent difficile à obtenir et fréquemment remise en question. C'est pourquoi, début février, des dizaines de mutuellistes de toute l'Afrique et d'Europe se sont réunie·e·s au Burundi lors d'une conférence internationale organisée par l'Association Internationale de la Mutualité (AIM) pour échanger et renforcer le mouvement.

Cette conférence a également été une opportunité pour le réseau des partenaires de Solsoc actifs sur les questions de protection sociale et de mise en place de mutuelles de santé communautaires, de se retrouver et discuter des stratégies qui permettront de développer le mouvement dans les années à venir. Nos conclusions ont souligné la nécessité de renforcer le mouvement en faveur de l'économie sociale, ainsi que le plaidoyer commun.

À une époque où la démocratie est en danger partout dans le monde, nous avons besoin des valeurs mutualistes de solidarité, de démocratie et d'initiatives portées par la population, car lorsqu'un mouvement citoyen se met en marche, il devient impossible de l'arrêter.

VIOLENCE ET TERREUR EN CISJORDANIE DANS L'INACTION INTERNATIONALE

Alors que la trêve à Gaza ne tient plus qu'à un fil, la Cisjordanie continue de subir chaque jour des attaques et violations de plus en plus graves de la part de l'armée d'occupation israélienne et des colons qui ont quartier libre pour mener leur politique de terreur. Depuis le 21 janvier, 40.000 Palestinien·e·s vivant principalement dans des camps de réfugiés du nord de la Cisjordanie ont été déplacé·e·s de force par une opération spéciale « Iron Wall » menée par les forces israéliennes. Pour mener cette opération, Israël fait usage de frappes aériennes, de bulldozers blindés, de détonations contrôlées et d'armes de pointe. Objectif à peine déguisé : le contrôle total et l'annexion de la Cisjordanie.

Pour les habitant·e·s de Cisjordanie, les entraves à la liberté de circulation n'ont jamais été aussi fortes : on dénombre près de deux fois plus de checkpoints depuis octobre 2023. De surcroît, sur les routes, les attaques de colons se multiplient : récemment encore, 2 employés de Ma'an, notre organisation partenaire, ont été attaqués par des colons durant une visite de terrain.



Pourtant, loin de s'arrêter, les activités de nos organisations se sont adaptées pour faire face à ce contexte : les jeunes, principaux acteurs et actrices de nos activités, sont très demandeur·euse·s de continuer à mettre en place des initiatives, notamment de soutien aux personnes dont les habitations, lieux de travail, champs et serres agricoles ont été détruits par l'armée et les colons. Ils et elles se mobilisent alors en groupe pour venir réparer, récolter, planter, et soutenir les citoyen·ne·s palestinien·ne·s les plus durement touché·e·s.

VERNISSAGE DE L'EXPOSITION JUST

Le jeudi 27 mars 2025 à 18h30 au Palazzo, nous avons le plaisir de vous inviter à la soirée de présentation de la campagne « JUST » créée par FOS, IFSI et ainsi que leurs partenaires internationaux, avec le soutien de la Coopération belge au développement et et l'appui créatif d'Oilinwater.

Vous aurez la chance de découvrir une exposition inspirante qui visibilise des citoyen·ne·s, des travailleur·euse·s qui s'organisent et proposent des solutions innovantes pour lutter contre les industries polluantes, développer des modes de production respectueux de l'environnement et des droits humains, mettre en place des systèmes de protection sociale qui répondent aux besoins actuels et futurs.

Au cours de la soirée, il y aura une présentation de la campagne, suivie par un débat. Un apéritif sera prévu, offrant ainsi l'occasion de poursuivre les échanges dans une atmosphère conviviale.

Au plaisir de vous voir nombreux·ses le 27/03!

Inscriptions auprès d'Illaria Bassetto: ibassetto@solsoc.be

27.03
18h30

PALAZZO,
Rue Théodore
Verhaegen 190,
1060 St-Gilles



Un futur
durable
commence
par un
monde juste.



JUST

**Assureurs,
mais humains
avant tout.**

**Parce que nos
conseillers P&V
vivent au
quotidien les
mêmes situations
que vous.**



Assurances